

Germany says Trump's tariffs and sanctions destroy jobs, growth



Reuters/Berlin

German Economy Minister Peter Altmaier has sharply criticised US President Donald Trump's tariffs and sanctions policies, saying such measures were destroying jobs and growth and that Europe would not bow to US pressure regarding Iran.

The United States has triggered a bitter tit-for-tat trade dispute with import tariffs meant to protect American jobs against what Trump calls unfair trade practices from China, Europe and other countries.

Trump's determination to push ahead with sanctions on Tehran which also target European companies doing business with Iran has opened another battle front.

"This trade war is slowing down and destroying economic growth – and it creates new uncertainties," Altmaier told Bild am Sonntag newspaper, adding that consumers suffered the most because higher tariffs were driving up prices.

Altmaier lauded the agreement reached by European Commission President Jean-Claude Juncker during negotiations with Trump last month, saying the interim deal had saved hundreds of thousands of jobs in Europe.

The US and the European Union are embroiled in a spat after Trump imposed tariffs on aluminium and steel imports and Brussels responded with retaliatory tariffs on some US goods.

Trump had also threatened to impose tariffs on EU auto imports but reached an agreement to hold off on taking action after meeting with Juncker at the White House last month.

"The agreement between the EU and US can only be a first step. Our goal is a global trade order with lower tariffs, less protectionism and open markets," Altmaier said.

Turning to the US sanctions against Iran, the minister said Germany and its EU allies would continue to support companies doing business with Iran despite US pressure.

"We won't let Washington dictate us with whom we can do business and we therefore stick to the Vienna Nuclear Agreement so that Iran cannot build atomic weapons," Altmaier said.

German companies should be allowed to continue to invest in Iran as much as they want and the German government is looking for ways together with its European allies to ensure that financial transactions could still take place, he added.

Several European companies have suspended plans to invest in Iran in light of the US sanctions, including oil major Total as well as carmakers PSA, Renault and Daimler.

German business associations have warned that companies are increasingly suffering from Trump's sanctions policies – including those against Iran – as well as the tariffs he is imposing in the escalating trade conflict with China.

The trade and sanctions disputes are clouding the growth outlook for Germany, Europe's largest economy, but Altmaier said he nonetheless expected strong growth this year due to vibrant domestic demand, record-high employment and rising wages.

The Federal Statistics Office will publish preliminary gross

domestic product figures for the second quarter on Tuesday, with analysts expecting the quarterly growth rate to pick up to 0.4% after 0.3% in the first quarter.

La fronde anti-éoliennes prend de l'ampleur



Par Marie-Estelle Pech

Mis à jour le 06/08/2018 à 20h02 | Publié le 06/08/2018 à 17h11

ENQUÊTE – Le gouvernement souhaite doubler le nombre d'éoliennes sur le territoire dans les cinq prochaines années. Mais la contestation s'intensifie et réunit des opposants de tous bords.

Après les McDonald's et les champs d'OGM, la prochaine cible des écologistes ou des zadistes sera-t-elle l'éolien? En juin, un feu criminel détruisait une éolienne et en endommageait une autre à Marsanne, dans la Drôme. L'attaque a été revendiquée mi-juin par un site libertaire précisant «s'attaquer aux dominations». Du bourgeois au militant mélenchoniste en

passant par l'anarchiste, le pêcheur et le châtelain, l'opposition à l'éolien est «de plus en plus composite», affirme Fabien Bouglé, porte-parole du collectif d'opposants Touche pas à nos îles! en guerre contre le projet de parc éolien au large de l'île de Noirmoutier, en Vendée.

Certes, cette opposition a historiquement débuté chez des pronucléaires situés bien à droite, «mais ça change», souligne cet élu versaillais, spécialiste du marché de l'art, qui témoigne avoir assisté à une lecture sur le sujet dans une «librairie anar de gauche» à Paris, et qui prophétise «une grande révolte populaire anti-éoliennes». D'autant que semble s'opérer une mutation: la contestation, jusque-là cantonnée aux citoyens et aux associations anti-éoliennes, trouve désormais des voix et des relais dans le monde politique pour porter le combat.

Ainsi Xavier Bertrand, ancien ministre du Travail et actuel président de la région des Hauts-de-France, qui a lancé fin juin un observatoire de l'éolien afin de mieux contrôler l'expansion des parcs dans sa région, qui «défigure complètement les paysages» et «coûte les yeux de la tête». Ou encore ces dix députés, tant de la majorité que de l'opposition, qui ont signé une tribune, «Stop aux nouvelles éoliennes!», dans nos éditions du 20 juin dernier.

Projet «antidémocratique»?

La France constitue aujourd'hui le quatrième parc d'Europe derrière l'Allemagne, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Sa proportion d'électricité éolienne représente moins de 5 % de sa consommation mais, d'ici à 2023, les éoliennes terrestres devraient doubler, passant de 7300 à quelque 15.000. «C'est le deuxième gisement de vent d'Europe et la deuxième façade maritime. Le potentiel est considérable», selon Pauline Le Bertre, déléguée générale de France Énergie éolienne (FEE).

On compte 70 % de recours contre les permis de construire

devant les tribunaux administratifs, contre 50 % il y a cinq ans

Si l'Allemagne a depuis longtemps compris «la nécessité impérative d'avoir une transition énergétique, en France, de nombreuses associations jouent sur les angoisses des gens, propageant des idées reçues». Le degré d'opposition à l'éolien serait, selon elle, unique en Europe, lié à notre historique avec le nucléaire.

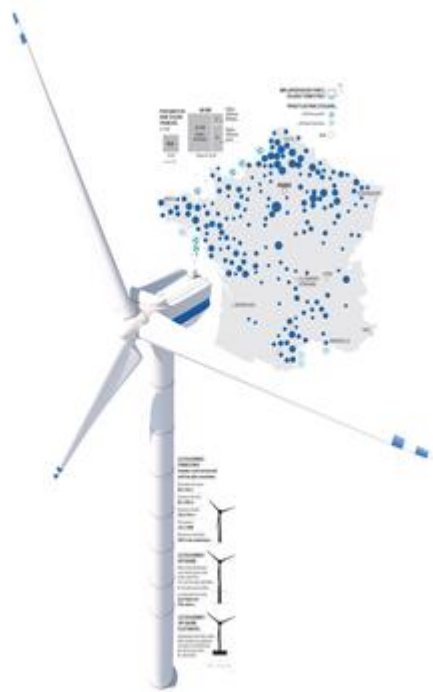
De fait, malgré le discours politique français très volontariste sur le sujet, malgré les sondages favorables à l'éolien menés auprès des Français, l'installation des éoliennes suscite de plus en plus d'opposition. On compte 70 % de recours contre les permis de construire devant les tribunaux administratifs, contre 50 % il y a cinq ans. Une perte de temps pour les promoteurs: la mise en route d'un parc est désormais d'environ neuf ans, contre quatre pour l'Allemagne.

Pour accélérer le processus, le gouvernement a décidé de supprimer le premier degré de juridiction, le tribunal administratif, pour passer directement à la cour administrative d'appel. Un projet de décret est actuellement en consultation devant le Conseil d'État. Cela se pratique déjà pour les projets éoliens en mer, les multiplexes de cinéma et les supermarchés. Un projet «antidémocratique» pour Fabien Bouglé, et qui, ces derniers mois, mobilise et durcit plus encore le front anti-éolien.

Biodiversité

Les associations d'opposants s'offusquent aussi d'un décret paru le 11 juillet qui permet de moderniser les parcs existants sans reprendre de zéro toutes les études d'impact. Que reprochent ces opposants à l'éolien? Sa laideur, sa proximité avec des habitations et des monuments

historiques, ses nuisances sonores, ses lumières «aveuglantes», des installations entachées de multiples prises illégales d'intérêt de la part des élus. Les arguments sont multiples. Et parfois écoutés.



Des éoliennes ne seront ainsi pas installées en arrière-plan du paysage du Mont-Saint-Michel, pas plus que du côté du pont du Gard. Pauline Le Bertre, elle, indique qu'en France «les restrictions d'installation sont les plus élevées d'Europe. On multiplie les études d'impact liées à la biodiversité, le patrimoine, les habitations.» À l'entendre, une éolienne implantée à 500 mètres d'une habitation, le minimum réglementaire, «fait un bruit semblable à celui d'un frigidaire». Elle vante la compétitivité du mégawatt éolien, 64 euros contre 110 pour le nucléaire dernière génération. Inversement, Karine Poujol, à la tête de l'association Gardez les caps, considère que les 64 éoliennes prévues en baie de Saint-Brieuc provoqueront la mort de la biodiversité sous-marine, alors même que la zone est protégée Natura 2000. Elle anticipe un bruit «semblable à celui d'un décollage d'avion».

Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf Aquitaine, défend les coquilles Saint-Jacques du cap Fréhel, qui pourraient être «très affectées» par ces installations fixées par 42 mètres de

fonds. L'ancien industriel se défend de jouer pour le camp des pronucléaires, lui qui a «toujours défendu le fait qu'il fallait diversifier», rapporte-t-il au *Figaro*. Il met en doute cette politique qui «pénalise notre compétitivité en augmentant nos importations de matériel: 95 % des investissements de l'éolien viennent d'Allemagne, du Danemark, d'Inde ou de Chine, tandis que deux tiers des exploitants viennent d'ailleurs». Ce printemps, la Cour des comptes affirmait que «le tissu industriel français a peu profité du développement des énergies renouvelables». Malgré des moyens considérables, qui se sont élevés en 2016 à 5,3 milliards d'euros. La prévision de dépense publique en 2023, elle, est de 7,5 milliards d'euros.

Caspian Sea nations to sign landmark deal



The leaders of the five states bordering the Caspian Sea meet in Kazakhstan on Sunday to sign a landmark deal on the inland sea which boasts a wealth of oil and gas reserves and sturgeon.

Azerbaijan, Iran, Kazakhstan, Russia and Turkmenistan are expected to agree a long-awaited convention on the legal status of the sea, which has been disputed since the collapse of the Soviet Union rendered obsolete agreements between Tehran and Moscow.

Talks in the port city of Aktau should help ease tensions in a militarised region where the legal limbo has scuppered lucrative projects and strained relations among nations along the Caspian's 7,000-kilometre (4,350-mile) shoreline.

The Kremlin said the convention keeps most of the sea in shared use but divides up the seabed and underground resources.

It does not allow military bases from any other countries to be sited on the Caspian.

'Once a frontier oil province'

Sunday's summit is the fifth of its kind since 2002 but there have been more than 50 lower-level meetings since the Soviet breakup spawned four new countries on the shores of the Caspian.

The deal will settle a long-lasting dispute on whether the Caspian is a sea or a lake—which means it falls under different international laws.

The draft agreement, briefly made public on a Russian government portal in June, refers to the Caspian as a sea but the provisions give it “a special legal status”, Russian deputy foreign minister Grigory Karasin told Kommersant daily.

It is the Caspian's vast hydrocarbon reserves—estimated at around 50 billion barrels of oil and just under 300 trillion cubic feet (8.4 trillion cubic metres) of natural gas in proved and probable reserves—that have made a deal both vital and complex to achieve.

“Disputes arose when the Caspian was a frontier oil province,” said John Roberts, a non-resident senior fellow at Atlantic Council's Eurasia Center, while it is “now well established, with major fields approaching peak... production.”

‘Expand cooperation’

Any deal will “expand the field for multilateral cooperation” between the five states, said Ilham Shaban, who heads the Caspian Barrel thinktank.

But some are likely to view it as more of a breakthrough than others.

Energy-rich but isolated Turkmenistan is particularly excited and President Gurganguly Berdymukahmedov has called for annual Caspian Sea Day celebrations from Sunday onwards.

Turkmenistan could benefit from a concession allowing the construction of underwater pipelines, which were previously

blocked by the other states.

Nevertheless, analysts caution that Turkmenistan's long-held plan to send gas through a trans-Caspian pipeline to markets in Europe via Azerbaijan is not necessarily closer to becoming reality.

The plan was previously opposed by Russia and Iran, which could still attempt to block the pipeline—valued at up to \$5 billion—on environmental grounds.

“A deal in Aktau is not a legal prerequisite for the construction of the Trans-Caspian Pipeline,” said Kate Mallinson, Associate Fellow for the Russia and Eurasia Programme at Chatham House.

“Neither will a major transport corridor to export Turkmen gas to Europe emerge overnight.”

Kudos and caviar

As previous exclusive arbiters of Caspian agreements, Russia and Iran could be seen as the new deal's biggest losers.

But while Moscow has ceded ground on underwater pipelines “it gains political kudos for breaking a log-jam,” enhancing its image as diplomatic dealmaker, said Roberts of the Eurasia Center.

Russia will welcome the clause barring third countries from having military bases on the Caspian, underscoring its military dominance there, said Shaban of Caspian Barrel.

Iran gets the smallest share of the Caspian spoils under the new deal, but could take advantage of new legal clarity to engage in joint hydrocarbons ventures with Azerbaijan.

In the past Tehran has resorted to hostile naval manoeuvres to defend its claims to contested territory.

Beyond military and economic questions, the agreement also offers hope for the Caspian's ecological diversity.

Reportedly depleted stocks of the beluga sturgeon, whose eggs are prized globally as caviar, may now grow thanks to "a clear common regime for the waters of the Central Caspian," Roberts said.

The deal could result "not only in stricter quotas for sturgeon fishing, but in stricter enforcement of these quotas," he added.

How Trump's Steel War on Turkey Is Set to Change Trade Flows



By Thomas Biesheuvel, Elizabeth Burden, and Susanne Barton

August 10, 2018, 4:51 PM GMT+3 Updated on August 10, 2018, 11:53 PM GMT+3

- U.S. plans to raise tariffs on Turkish aluminum and steel
- The country ranks as the world's sixth-biggest steelmaker

President Donald Trump's latest broadside against Turkish steel is a fresh blow to one of the country's most important industries and will reshape global trade flows.

Under a higher level of tariffs, Turkey will continue to lose American customers, once its most important steel market. The new tariffs won't put Turkish steelmakers out of business, but force them to find new markets, likely across North Africa or the Middle East, or displace other imports to Europe.

"It's certainly a challenge for Turkey's steel," Colin Hamilton, managing director for commodities research at BMO Capital Markets, said in an email. "They mainly import scrap, which has just become more expensive in Lira terms, and export products. "

The U.S. plans to double tariffs on the nation's steel to 50 percent, and raise the rate on aluminum to 20 percent, Trump said on Twitter Friday.

Turkey makes up 62 percent of bar used to reinforce concrete and masonry structures coming into the U.S. It also accounts for 37 percent of imported pipes for piling, which is used for foundation support and construction, and 14 percent of cold-rolled sheet. The tariffs will likely put U.S. steel companies in a favorable position, with Nucor Corp., Commercial Metals Co. and Steel Dynamics Inc. set to be among the big beneficiaries, according to Andrew Cosgrove, a senior analyst at Bloomberg Intelligence.

Turkey exported about 500,000 tons to the U.S. in the five months to May, compared with more than 1 million tons in the

same period last year, according to data from the U.S. Census bureau. The U.S. has fallen from Turkey's main steel buyer to number three.

Steel, in its more basic form of slabs, sheet or reinforcing bar, is a highly liquid market and it's usually easy for a company to find a new buyer. Attacking imports has become a favorite tool of politicians from Europe to the U.S., causing flows to be rerouted. The global industry has been described as a game of whack-a-mole; if exports are blocked in one market, the action shifts elsewhere. Turkey ranks as the world's sixth-biggest steel producer. In aluminum, it's 31,

a tiny player. The U.S. imported about 4,500 tons of aluminum bars, rods and profiles from the country in 2017, according to World Bank statistics.

The U.S. measures are designed to add pressure on Turkey to release an American pastor and will further squeeze an economy that's being engulfed by a financial crisis and plunging currency. An index of Turkish steel stocks sank almost 10 percent after the announcement, before recovering some of those losses.

In response to U.S. tariffs earlier this year, Turkey turned its exports toward European countries, such as Italy and Spain. The new U.S. tariffs will heighten fears that even more steel will head to the region, pressuring European producers. Regulators have introduced so-called safeguard measures, which slap tariffs on steel if imports exceed historical averages.

"The tariffs on Turkey itself won't form a big threat" to Europe, Philip Ngotho, an analyst at ABN Amro Bank NV, said by email. "Europe has measures in place to limit imports of steel into Europe, so that will continue to offer some protection from potentially cheaper and more steel from Turkey."

– *With assistance by Mark Burton, and Luzi-Ann Javier*

Greece's Credit Rating Upgraded by Fitch on Debt Sustainability



(Bloomberg) –Greece's credit rating was raised by Fitch Ratings to the highest level since 2011 as the country approaches a successful exit from the ESM program and its sustained economic growth bodes well for debt sustainability. "Debt sustainability is also underpinned by a track record of general government primary surpluses, our expectation of sustained GDP growth; additional fiscal measures legislated to take effect through 2020 and somewhat reduced political risks," the agency said.

Greece's bailout program ends on Aug. 20, which is also the last day that the European Central Bank will still accept Greek bonds as collateral for providing cheap funding to Greek lenders, and the country is expected to take some time to secure an investment grade rating as it tries to convince investors that normality is back.

Without a program, Greece needs that rating from at least one agency to be eligible for the ECB's funding facilities for its banks. Investment grade would also make the nation's sovereign bonds attractive to more investors, helping the government to regain sustainable access to markets.

Fitch upgraded Greece's long-term foreign currency debt to BB- from B, showing that the agency isn't that worried about the International Monetary Fund's glum assessment of the country's prospects.

"We expect fiscal performance to remain sound over the post-program period", Fitch said in the report, adding that public finances are improving. "GDP growth is gathering momentum," the rating agency said, forecasting a growth of 2 percent in 2018 and 2.3 percent in 2019.

With Greece exiting an eight-year period of bailout programs in just over a week, Greek governments must continue to implement reforms and stick to the fiscal path that has already been agreed with creditors to reassure investors.

"The domestic political backdrop has become somewhat more stable and the working relationship between Greece and European creditors has substantially improved, lowering the risk of a future government sharply reversing policy measures adopted under the ESM program," Fitch said.

Greek bonds are still vulnerable to external risks which makes sticking to the fiscal agenda and implementing reforms even more important for securing investor confidence. Greek 10-year note yields hit their highest level since June 22 this week

amid uncertainty around Italy.

Among the major rating companies, Moody's Investors Service gives Greece the lowest grade and hasn't changed its rating since February, well before the conclusion of the last bailout review and the decision in June by euro-area finance ministers for further debt relief measures for Greece. S&P Global Ratings was the first to act after the Eurogroup decision and it raised its rating by one notch to B+.

Brexit : HSBC transfère sept succursales de Londres à Paris



Par Anne Bodescot

Mis à jour le 06/08/2018 à 19h39 | Publié le 06/08/2018 à 19h26

La banque investit également lourdement en Asie pour accélérer sa croissance.

Dans la finance, les préparatifs en prévision du Brexit s'accélèrent. La Grande-Bretagne redoute désormais une sortie de l'Union européenne (UE) sans accord avec Bruxelles. Ce qui compliquerait encore davantage le travail de ses banques sur le Vieux Continent. Prenant les devants, HSBC a annoncé lundi que plusieurs de ses succursales européennes, jusqu'alors contrôlées depuis Londres, seront l'an prochain rattachées à sa filiale française.

Ses activités en République tchèque, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Espagne seront pilotées depuis Paris par HSBC France, en principe à partir du premier trimestre 2019. Soit juste avant la sortie effective du Royaume-Uni de

l'UE, prévue fin mars. «Ce que nous avons prévu depuis le début, depuis plus de deux ans, a été fondé sur le pire des scénarios», explique John Flint, le nouveau directeur général.

» LIRE AUSSI – Brexit: Bruxelles n'exclut pas une sortie sans accord

L'annonce a été faite quelques heures après la publication de résultats mitigés pour le groupe bancaire britannique. Après avoir mené un vaste plan de restructuration ces dernières années et fait des économies à tous crins, la banque a enregistré une hausse de 7 % de ses coûts sur les six premiers mois de l'année, en raison de ses investissements en Asie, où elle veut pousser plus encore son avantage. Elle y réalise déjà près de la moitié de son activité. «Nous sommes en train d'investir pour gagner de nouveaux clients, pour accroître notre part de marché et poser les fondations d'une croissance régulière des bénéfices», souligne John Flint. Aux manettes depuis février, il est d'ailleurs prêt à aller beaucoup plus loin, puisqu'il a dévoilé en juin un plan d'investissement sur trois ans de 15 à 17 milliards de dollars.

Les dépenses déjà engagées ces derniers mois par la banque ont permis d'embaucher afin de conquérir davantage de clients et de se renforcer dans les activités numériques, en particulier en Chine. Mais cette hausse des dépenses a été plus forte que celle du chiffre d'affaires, qui augmente de 4 % (2 % ajustés des éléments exceptionnels). Voilà qui explique l'accueil plutôt froid réservé aux résultats semestriels de la banque à la Bourse de Londres, où le titre a terminé lundi en léger repli (- 1,06 %).

Pourtant, le bénéfice semestriel dévoilé lundi est légèrement supérieur aux prévisions, avec une progression de 2,5 %, à 7,173 milliards de dollars. En Asie, le bénéfice avant impôt du premier semestre a même bondi de 23 %, à 9,4 milliards de dollars, ce qui représente 88 % du bénéfice total du groupe.

Baisse des profits en Europe

Mais ces bonnes performances ont été contrebalancées par une baisse des profits sur d'autres marchés, en particulier en Europe, où l'activité est pénalisée notamment par la faiblesse des taux d'intérêt. Toutefois, le patron de HSBC espère toujours stimuler les revenus de son groupe dans les prochains mois, pour que, sur l'année, la progression des recettes soit plus forte que celle des coûts.

Mais la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui préoccupe toujours les marchés financiers, lézarde la confiance dans la capacité de la banque à tenir cette promesse. Pour l'instant, HSBC affirme que cette guerre douanière n'a eu aucun effet sur son activité et ses clients. Le président du groupe, Mark Tucker, a même tenu à rappeler que le marché asiatique restait solide. Mais John Flint reconnaît que la croissance chinoise pourrait en être légèrement affectée.

Touchée par de nombreux scandales financiers ces dernières années, HSBC a aussi annoncé avoir trouvé un accord en juillet avec le département américain de la Justice. La banque paiera une pénalité financière de 765 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites sur son activité dans les prêts immobiliers avant la crise financière de 2008.

Trump orders doubling of Turkey metals tariffs



Bloomberg/Washington

President Donald Trump ordered the doubling of steel and aluminium tariffs against Turkey, roiling global markets as relations between the Nato allies hit a new low.

Trump announced the decision in a tweet yesterday morning following a defiantly nationalist speech yesterday by Turkish President Recep Tayyip Erdogan in which he vowed that his country wouldn't bow to "economic warfare." Tensions have intensified in recent weeks over Turkey's detention of an American evangelical pastor.

"I have just authorised a doubling of Tariffs on Steel and Aluminum with respect to Turkey as their currency, the Turkish Lira, slides rapidly downward against our very strong Dollar! Aluminum will now be 20% and Steel 50%. Our relations with Turkey are not good at this time!" Trump said on Twitter.

Heightening the tension of the day, Erdogan conferred by phone yesterday with US adversary Russian President Vladimir Putin on economic ties, Turkish and Russian media reported.

A US deadline for Turkey to release Pastor Andrew Brunson lapsed less than two days ago, according to an administration official with knowledge of the ultimatum.

The deadline – which had been set for 6 p.m. on August 8 –

came just hours after Turkish officials met with counterparts at the State Department and Treasury Department in Washington to try to resolve the dispute.

The clash reverberated across global markets as Turkey's economic crisis threatened to spread. The S&P 500 Index erased a weekly advance, European and emerging-market equities slid more than 1% and the 10-year Treasury yield slid to 2.90%. The euro sank as much as 1% to the weakest in more than a year, extending a drop triggered earlier by a Financial Times report that the European Central Bank raised concerns about banks' exposure to Turkey.

Turkey is seeking to stanch an economic meltdown amid fallout from US sanctions imposed last week over the continued detention of Brunson, who was jailed on espionage and terrorism allegations more than two years ago and recently released to house arrest.

The US was Turkey's fourth largest trading partner last year with \$21bn in commerce, behind Germany, China and Russia.

Shares of Turkish steelmakers Kardemir Karabuk Demir Celik Sanayi ve Ticaret AS and Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS plunged as much as 8% and 9.9%, respectively, after Trump's tweet. Shares of the bank Turkiye Is Bankasi AS fell 8.7%, more than any full-day drop since 2013.

Steel was Turkey's fourth-largest export last year, valued at \$11.5bn and accounting for about 7% of total exports, according to the country's Steel Exporters' Association. Turkey ranks as the world's sixth-biggest steel producer.

While the US was the top destination for Turkish steel exports last year, it tumbled to third place in the first half of this year as earlier tariffs diminished the trade.

The move against Erdogan's government also highlights the disconnect between Turkey and the US as they fail to negotiate their way out of an array of conflicts.

Relations used to be based on strategic interests, but more recently they've been dominated by discord over alliances in Syria's civil war, Ankara's strengthening ties with Moscow, and its uneasy position within Nato. Turkey has been a key

ally in the fight against Islamist terrorism in Iraq and Syria, and the US base in Incirlik is an important staging area.

Trump is working “diligently” to bring home Brunson, the president’s lawyer Jay Sekulow said earlier on Fox News. Vice-President Mike Pence and Secretary of State Mike Pompeo are also involved in that effort, he said.

When Turkey moved Brunson from prison to house arrest last month, Pompeo said it was a welcome decision but not enough.

Greek banks face higher costs post-bailout as ECB ends waiver



Bloomberg/Athens

Greek lenders face higher financing costs after the European Central Bank said it will stop accepting the country’s

government debt as collateral from August 21, the day after the nation's bailout programme ends.

The ECB will remove a waiver exempting Greek bonds from a rule that all collateral must be investment grade. The exemption was conditional on Greece being compliant with an aid programme.

With Greek debt rated below investment grade by all rating companies, banks will have to replace as much as €3.5bn (\$4bn) of their liquidity with more expensive facilities, according to a person familiar with the matter.

The expectation is that lenders will turn to the interbank market and to the Greek central bank's Emergency Liquidity Assistance, the person said, asking not to be named because the information is confidential. Greek ELA carries an interest rate 1.5 percentage points higher than the ECB's main refinancing rate, which is currently at zero.

"The Governing Council has decided that from 21 August 2018, the Eurosystem's standard criteria and credit quality thresholds should apply in respect of marketable debt instruments issued or fully guaranteed by the Hellenic Republic," an ECB statement said.

Greece is trying to stand on its own feet again after a decade of financial crises, more than €300bn in aid commitments from the euro area and International Monetary Fund. It remains Europe's most indebted country though, and the economy is still struggling to recover from losing more than a quarter of its output.

Yields on Greek bonds are rising again, with the 10-year note at about 4.2%, the highest since June 21 when euro-area finance ministers agreed on further debt-relief measures.

The ECB's waiver had been in place since June 2016. An earlier exemption was suspended in February 2015 when the newly elected government said it wouldn't meet the terms of the bailout program it inherited. The political wrangling that year almost saw Greece forced out of the currency bloc.

Bank of Greece governor Yannis Stournaras had repeatedly called for the government to apply for a precautionary credit

line after the bailout. That could have allowed the waiver to be extended, and may have helped Greece gain access to the ECB's quantitative-easing programme.

Russia loses bulk of WTO challenge to EU gas pipeline rules



GENEVA (Reuters) – Russia largely failed in its bid to overturn the European Union's gas market rules in a World Trade Organization ruling published on Friday.

A World Trade Organization (WTO) logo is pictured on their headquarters in Geneva, Switzerland, June 3, 2016. REUTERS/Denis Balibouse

Russia launched the dispute in 2014, claiming that the EU's "Third Energy Package" and the EU's energy policy overall unfairly restricted and discriminated against Russia's gas export monopoly Gazprom (GAZP.MM).

Russia argued that the EU broke WTO rules by requiring the "unbundling" of gas transmission assets and production and supply assets, which effectively stopped Gazprom – long the major supplier of gas to Europe – from owning the pipelines through which it sent gas to the European market.

Russia said the EU had unfairly discriminated in favor of liquefied natural gas and upstream pipeline operators by exempting them from those unbundling requirements.

The panel of three WTO adjudicators ruled against Russia on those points.

However, they upheld Russia's complaint about an unbundling exemption for Germany's OPAL pipeline, granted on condition that Gazprom supplied no more than 50 percent of the gas in the pipeline.

The 50 percent cap could only be exceeded if 3 billion cubic meters of gas was released annually at a fixed price to competing suppliers on the Czech market.

The WTO panel also agreed that Croatia, Hungary and Lithuania had discriminated against Russia by requiring a security of energy supply assessment for foreign, but not domestic, pipeline operators.

The European Commission called the ruling an important positive outcome that secured the core elements of the Third Energy Package, a 2009 reform that sought to integrate the EU's energy market while increasing competition.

"The Commission will now analyze the ruling in detail, in particular as regards a limited number of issues on which the

WTO-compatibility of EU energy policy has still not been recognized," it said in a statement.

Russia's Economy Ministry said the parts of the ruling that went in its favor would help to improve access for Russian gas on the European market, and to level the playing field for pipeline service providers.

"This is a positive precedent that makes it possible to change the norms that created obstacles for Russian suppliers in the EU market, both in EU legislation and in the legislation of its individual member countries," it said in a statement.

Gazprom said it had always said that European energy policy should take gas suppliers' interests into account, and therefore it was satisfied with the points where Russia had won.

Either side can appeal within 60 days.

Reporting by Tom Miles, additional reporting by Polina Ivanova, Ekaterina Golubkova and Foo Yun Chee; Editing by Matthew Mpoke Bigg

Greek Banks Face Higher Costs Post-Bailout as ECB Ends Waiver



Greek lenders face higher financing costs after the European Central Bank said it will stop accepting the country's government debt as collateral from Aug. 21, the day after the nation's bailout program ends.

The ECB will remove a waiver exempting Greek bonds from a rule that all collateral must be investment grade. The exemption was conditional on Greece being compliant with an aid program.

With Greek debt rated below investment grade by all rating companies, banks will have to replace as much as 3.5 billion euros (\$4 billion) of their liquidity with more expensive facilities, according to a person familiar with the matter.

The expectation is that lenders will turn to the interbank market and to the Greek central bank's Emergency Liquidity Assistance, the person said, asking not to be named because the information is confidential. Greek ELA carries an interest rate 1.5 percentage points higher than the ECB's main refinancing rate, which is currently at zero.

"The Governing Council has decided that from 21 August 2018, the Eurosystem's standard criteria and credit quality thresholds should apply in respect of marketable debt instruments issued or fully guaranteed by the Hellenic Republic."

– ECB. To see the full decision, [click here](#)

Greece is trying to stand on its own feet again after a decade of financial crises, more than 300 billion euros in aid commitments from the euro area and International Monetary Fund. It remains Europe's most indebted country though, and the economy is still struggling to recover from losing more than a quarter of its output.

Yields on Greek bonds are rising again, with the 10-year note at about 4.2 percent, the highest since June 21 when euro-area finance ministers agreed on further debt-relief measures.

Greece's Bailouts Are Over But Its Debt Pile Remains: QuickTake

The ECB's waiver had been in place since June 2016. An earlier exemption was suspended in February 2015 when the newly elected government said it wouldn't meet the terms of the bailout program it inherited. The political wrangling that year almost saw Greece forced out of the currency bloc.

Bank of Greece Governor Yannis Stournaras had repeatedly called for the government to apply for a precautionary credit line after the bailout. That could have allowed the waiver to be extended, and may have helped Greece gain access to the ECB's quantitative-easing program.

– With assistance by Piotr Skolimowski